

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 14/14

Objet de la délibération : Délibération fixant les modalités de prise en charge des frais de déplacements temporaires du personnel du SYMCRAU

L'an deux mille quatorze
et le 28 Mai
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de M. Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

Mme Simone ALOY, Mme Monique ARAVECCHIA, Mme Martine ARFI, M. Louis ARLOT, Mme Jacqueline HERVY-BALAND, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Marylène BONFILLON, M. Vincent BONFILLON, M. Pierre CHOUZY, Mme Monique CISELLO, M. Alain DERVIEUX, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS, M. Yves GARCIA, Mme Sonia GRACH, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, Mme Sylvia LEPESANT, M. André MANELLI, M. Louis MICHEL, M. Wilfried ROUBAUD, M. Marcel TRAVERSA,

➤ Membres à voix consultative :

M. Didier TRONC, M. Jean-Pierre VAN EECKE

➤ Assistait également : M. Alain ARAGNEAU (Suppléant de M. GARCIA présent)

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL

Procuration de M. Olivier MICHEL à Mme Mireille HENRY

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 22

Procuration : 2

Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 24

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

Le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007, étend aux agents des collectivités et établissements publics locaux la simplification des conditions et des modalités de règlement des frais de déplacement temporaires déjà réalisés pour les agents de l'Etat en actualisant les dispositions du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

Ces dispositions réglementaires allègent la production de certaines pièces justificatives au comptable public (titre de transport, ticket péage...) et responsabilisent les ordonnateurs locaux en les conduisant à définir leur propre politique en matière de déplacements temporaires. L'assemblée délibérante est en charge de fixer ces

différents tarifs, la délibération qui en résulte vient s'ajouter à la liste des pièces justificatives à transmettre au comptable conformément au décret n°2007-450 du 25 mars 2007.

Des ordres de mission sont établis pour régir l'ensemble des déplacements temporaires des agents du SYMCRAU. Il s'agit :

- d'ordre de mission permanent : établi par agent pour une durée d'une année maximum visant à autoriser les déplacements des agents soit pour un trajet spécifique fixé à l'intérieur d'une zone géographique définie.
- d'ordre de mission spécifique : est considéré comme agent en mission un agent en service, muni d'un ordre de mission, délivré préalablement à la mission, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale. L'ordre de mission définit les conditions financières de remboursement des frais engagés par l'agent.

Différents déplacements entrent dans ce cas de figure il s'agit :

- des missions liées directement à un déplacement professionnel (colloque, participation à une réunion,...),
- des missions liées aux actions de formation d'intégration et de professionnalisation ou de formation de perfectionnement.

En conséquence il est proposé au Comité Syndical de fixer pour ce qui relève de sa compétence, conformément aux dispositions réglementaires les encadrant, les modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacements temporaires des agents publics territoriaux titulaires et non titulaires du SYMCRAU, comme suit.

I - DEPLACEMENTS OCCASIONNES PAR DES MISSIONS PROFESSIONNELLES OU DE FORMATION

L'autorité territoriale définit le choix du mode de transport sur l'ordre de mission délivré à l'agent y compris l'utilisation d'un véhicule de service. L'ensemble des modes de transport, ouvrant droit à remboursement de frais de déplacement, peut être autorisé à savoir le train en 2ème classe, le véhicule personnel et l'avion en classe économique.

Les frais de transport connexes aux déplacements seront pris en charge : il s'agit des frais de parking, de péage, de réservation, de taxi et de location de véhicule le cas échéant et sur présentation des justificatifs acquittés à l'ordonnateur.

Les déplacements hors résidence administrative et résidence familiale liés à une mission professionnelle :

La résidence administrative désigne le territoire de la commune sur lequel se situe, à titre principal, le service d'affectation de l'agent.

La mission à la demande de l'autorité territoriale ouvre droit à la prise en charge :

- des frais de déplacement soit sur production des justificatifs de paiement des frais de transport (titre de transport, stationnement, autoroute,...), soit sur la base d'indemnités kilométriques en cas d'utilisation d'un véhicule personnel fixé par arrêté interministériel, sous réserve de l'autorisation hiérarchique pour le choix du mode de transport,
- des indemnités de repas sont versées à hauteur du forfait fixé par voie d'arrêté interministériel par repas si l'agent se trouve hors de la résidence administrative entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir, si les repas ne sont pas fournis gratuitement.
- des frais d'hébergement sont versés à hauteur du forfait maximum fixé par voie d'arrêté interministériel par nuitée si l'agent se trouve en mission entre 0 heures et 5 heures, si l'hébergement n'est pas gratuit et sur présentation des justificatifs à l'ordonnateur, dans la mesure où le déplacement est supérieur à 50 km.

Les déplacements hors résidence administrative et résidence familiale liés aux actions de formation de perfectionnement

Dans le cadre de la formation continue, les missions ouvrent droit à la prise en charge des frais de déplacement, des indemnités de repas et des frais d'hébergement dans les conditions indiqués au chapitre précédant sous réserve qu'ils ne soient pas déjà pris en charge par l'organisme de formation.

Dans le cadre de la formation initiale, s'ajoute les indemnités de stage fixées par arrêté interministériel.

II – LES DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Ils ne seront pris en charge que dans la limite du décret 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués au moyen de transports publics de voyageurs et de services publics de location de vélos entre la résidence habituelle et le lieu de travail des agents.

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

DECIDE de poursuivre l'établissement des ordres de mission spécifiques et permanents tels qu'exposé ci-dessus, lorsque les agents territoriaux sont amenés à se déplacer hors de leur résidence administrative ou familiale,

APPROUVE les conditions de remboursement des frais de déplacement, de mission et d'indemnisation en cas de déplacements définies ci-dessus,

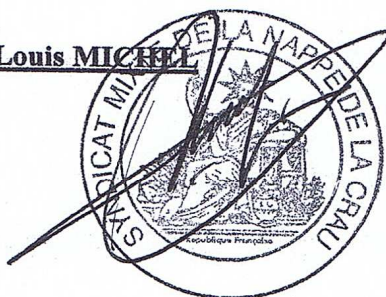
DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 011 du budget,

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion de la nappe
phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.